

**PRÉFECTURE DE L'EURE**

# **ENQUÊTE PUBLIQUE**

**AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU**

## **CONSTRUCTION DU NOUVEL HÔPITAL SAINT-JACQUES SUR LA COMMUNE DES ANDELYS**

**MAÎTRE-D'OUVRAGE**

**CENTRE HOSPITALIER SAINT-JACQUES**



**TOME 1/2**

# **RAPPORT D'ENQUÊTE**

ENQUETE EFFECTUEE DU **03 FEVRIER 2020** AU **18 FEVRIER 2020** INCLUS  
SELON L'ARRETE DELE/BERPE/19/1690 EN DATE DU 06 JANVIER 2020  
PRIS PAR MONSIEUR LE PREFET DE L'EURE

**Commissaire enquêteur**  
**Monsieur Bernard Poquet**

Conformément à la réglementation, les « *Conclusions motivées* » complète ce rapport

**PREMIÈRE PARTIE - RAPPORT D'ENQUÊTE**

## **PRÉAMBULE**

### **1. GÉNÉRALITÉS**

- 1.1 OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - HISTORIQUE
- 1.2 CADRE JURIDIQUE
- 1.3 NATURE - CARACTÉRISTIQUES - JUSTIFICATIONS DU PROJET
- 1.4 BILAN DE LA CONCERTATION
- 1.5 COMPOSITION DU DOSSIER
- 1.6 COMMENTAIRES

### **2. ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE**

#### **2.1 ORGANISATION**

- 2.1.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR
- 2.1.2 MODALITÉS ET PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE
- 2.1.3 VISITE DES LIEUX

#### **2.2 DÉROULEMENT**

- 2.2.1 PERMANENCES
- 2.2.2 CLIMAT DE L'ENQUÊTE - INCIDENT
- 2.2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC
- 2.2.4 RECUEIL DES OBSERVATIONS
- 2.2.5 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE - TRANSFERT DOSSIER & REGISTRE
- 2.2.6 RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS
- 2.2.7 NOTIFICATION DU PROCÈS-VERBAL - MÉMOIRE EN RÉPONSE

### **3. ANALYSE DES OBSERVATIONS**

- 3.1 ÉTAT - PERSONNES PUBLIQUES - COLLECTIVITÉS
- 3.2 PUBLIC
- 3.3 COMMENTAIRES

### **4. ANNEXES**

- 4.1 PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS
- 4.2 MÉMOIRE EN RÉPONSE DU MAÎTRE-D'OUVRAGE
- 4.3 ERRATUM DOSSIER LEMA

### **5. PIÈCES JOINTES**

- 5.1 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS
- 5.2 COMMUNICATION ET INFORMATION
- 5.3 CONVENTION/PV. ARCHEOLOGIQUE
- 5.4 ATTESTATION ACTE DE PROPRIÉTÉ

## **SECONDE PARTIE - CONCLUSIONS MOTIVÉES**

## LIMINAIRE

L'enquête publique, procédure juridiquement encadrée, permet au public de formuler des observations sur un projet auprès d'un tiers indépendant, à savoir le commissaire enquêteur.

Elle apporte également au public l'information la plus complète possible sur la nature du projet, sur le déroulement de l'enquête publique, en tant que synthèse complète et objective, ainsi que sur les conclusions tirées de l'ensemble des observations exprimées et au travers des motivations personnelles du commissaire enquêteur.

Enfin, elle amène à l'autorité compétente les éléments d'appréciation lui permettant de se prononcer en toute connaissance de cause ;

---

Le présent rapport se veut être un compte-rendu de l'enquête publique par une transcription fidèle, complète et objective de son déroulement.

Le document se subdivise en deux parties distinctes :

- le **Rapport** qui rappelle l'objet de l'enquête publique et rend compte des événements qui l'ont accompagnée,
- les **Conclusions motivées** du commissaire enquêteur, exprimées dans un second document, qui donnent son avis personnel sur la demande d'Autorisation environnementale liée au projet de construction du nouvel hôpital Saint Jacques sur la commune des ANDELYS.

### Glossaire :

- **CE** pour *commissaire enquêteur*
- **EP** pour *enquête publique*
- **MO** pour *Maître-d'ouvrage (Centre Hospitalier)*
- **PPA** pour *Personnes publiques associées*
- **AP** pour *arrêté préfectoral*
- **DDTM** pour *Direction départementale des territoires et de la mer*
- **ARS** pour *Agence régionale de santé*
- **DREAL** pour *Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement*
- **DRAC** pour *Direction régionale des affaires culturelles*

# 1 - GÉNÉRALITÉS

## 1.1 OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE - HISTORIQUE

Au Nord-Est du département de l'Eure, la commune des ANDELYS est située à 100 kilomètres de PARIS et 40 kilomètres de ROUEN, sur la rive droite de la Seine.

Elle est traversée par la rivière Le Gambon et le canal Grand-Rang, tous deux se jetant dans la Seine à chaque extrémité du Petit-Andely.

Les coteaux qui bordent la Seine à cet endroit, hauts de plus de 100 mètres, font partie du réseau européen d'espaces protégés Natura 2000, grâce notamment à leur végétation, et les falaises de craie sont parmi les plus hautes de la vallée.



Édifié au Petit Andely, l'**Hospice Saint-Jacques** accueillait les pèlerins sur la route de Compostelle. Le duc de Penthièvre fit reconstruire l'hospice en 1781, les travaux durant quatre années. Le Centre hospitalier est constitué du bâtiment « Penthièvre » et, dans son prolongement, du bâtiment « Hôpital ».



De nos jours établissement public de santé, le Centre Hospitalier offre une capacité de 240 lits et accueille essentiellement des personnes âgées. Il regroupe plusieurs types d'activités :

- ✓ hospitalisation en soins de suite (20 lits),
- ✓ hébergement dont possibilité temporaire pour personnes âgées (160 lits),
- ✓ accueil de jour Alzheimer (12 places),
- ✓ service de soins infirmiers à domicile (50 places).

Les 120 agents de l'établissement sont répartis entre les services administratifs, techniques, logistiques et de soins.

Il est géré conjointement par la direction du Centre et le Conseil de surveillance, présidé par le maire des ANDELYS, qui est composé de 9 membres représentant les collectivités locales, le personnel médical et non médical, la commission des soins infirmiers, des personnalités qualifiées et les usagers.

## 1.2 CADRE JURIDIQUE

Le dossier présenté et l'enquête publique en elle-même relèvent de la réglementation :

- ✓code de l'environnement (régime « Autorisation » - art. 214.1 et suivants »), loi sur l'eau et les milieux aquatiques.
- ✓code du Patrimoine.
- ✓code des Collectivités Territoriales.
- ✓loi 2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.
- ✓ordonnance 2017-80 et décret 2017-82 relatifs à l'autorisation environnementale.
- ✓ordonnance 2016-1060 du 3.8.2016 portant réforme des procédures.
- ✓décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.

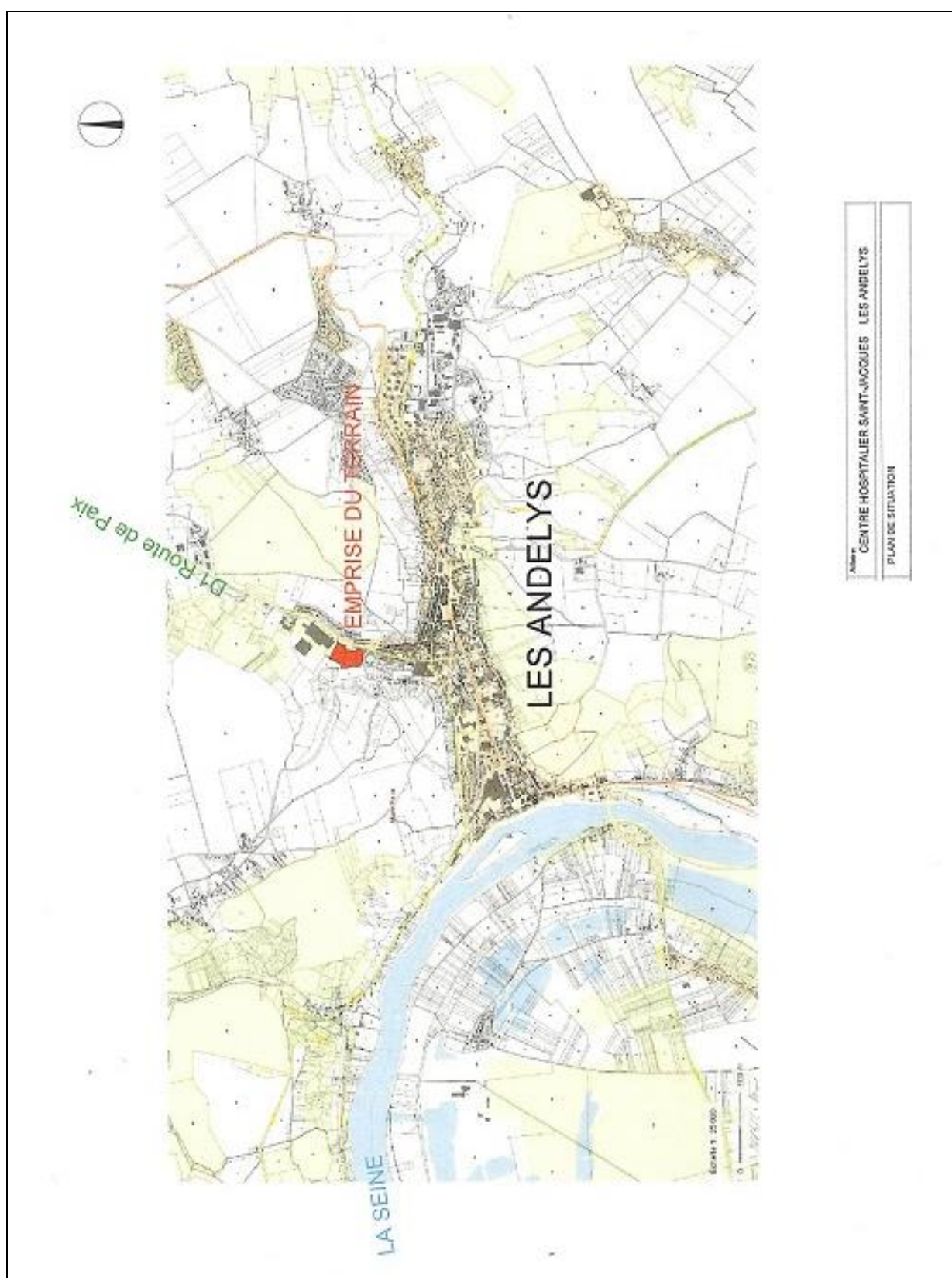
Le projet est également soumis à certains documents supra pour lesquels leur consultation, intégration ou cohérence sont rendues obligatoires :

- Inventaire des ZNIEFF (inventaire régional de 2011), ENS recensés, Sites Inscrits et Classés, Réseau Natura 2000, arrêtés préfectoraux de protection du Biotope.
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Seine-Normandie - 2016/2021- (SDAGE).
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).
- Directive Cadre sur l'eau (DCE).

### Rubriques de la nomenclature du Code de l'environnement.

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet :  Supérieure ou égale à 20 ha : <i>Autorisation</i>  Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : <i>Déclaration</i>	Le projet intercepte un bassin versant de 0,6 km <sup>2</sup> .  Le projet d'une surface globale de 2,7 ha prévoit de rejeter les eaux pluviales vers le ruisseau de Paix	Autorisation
3.2.2.0.	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau :  Supérieure soustraite supérieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> : <i>Autorisation</i>  Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m <sup>2</sup> et inférieure à 10 000 m <sup>2</sup> : <i>Déclaration</i>	Le projet est situé en partie dans la zone inondable du ruisseau de Paix pour un évènement centennal.  La surface soustraite est de l'ordre de 2 070 m <sup>2</sup> .	Déclaration





### 1.3 JUSTIFICATIONS DU PROJET

Les caractéristiques de l'établissement actuel contribuaient à envisager son déplacement : contrainte géographique et terrain en longueur entre Route de Paix et la Seine, fonctionnement qui doit être optimisé en termes d'organisation des services et de structuration des locaux qui ne sont plus adaptés aux personnels concernés par ce type d'établissement (personnes âgées dépendantes, 80% de chambres doubles voire triples, unique salle-à-manger nécessitant de longs déplacements, absence de locaux de vie commune et de salles de bain individuelles avec douche etc.).

Une étude a rapidement démontré, qu'au vu de contraintes majeures notamment liées au bâtiment Penthièvre ou à la difficulté d'extension du site (entre falaises et Seine), une réhabilitation de l'établissement actuel n'est pas envisageable et qu'il fallait s'orienter vers la construction d'un nouvel Hôpital.

Après plusieurs prospections, le choix s'est porté sur l'emplacement faisant l'objet de cette enquête publique, RD1 route de Paix aux ANDELYS, pour des raisons géographiques (proximité du Centre-ville, du volume des travaux à envisager (travaux de dépollution du site réalisés au dernier trimestre 2019, fouilles archéologiques de la DRAC le 27 janvier 2020) et de propriété foncière (parcelles acquises auprès de l'Etablissement Public Foncier de Normandie en janvier 2020).

L'entreprise *Thorn Europhane* est située au Nord du site, des prairies et bois bordent le terrain à l'ouest, le ruisseau de Paix et la route éponyme longent le site à l'Est. Enfin, on notera la présence d'habitat collectif au Sud.



L'acquisition foncière auprès de l'EPFN porte sur les parcelles :

- AN205
- AN208
- AN209
- AN218
- AN219
- ZD151
- ZD152
- ZD162



Le cabinet d'architecture *AD quatio* et le bureau d'études techniques *OTEIS* ont été mandatés pour présenter le projet (plus d'un hectare) avec un bâti sur deux niveaux (R+2) de près de 7 000 m<sup>2</sup> au sol, des espaces verts et cheminements doux sur plus d'1,6 ha.

L'entrée sur site offre un jardin paysager, une place de village et diverses prestations.

Le SSR (1), deux unités de vie protégées, le PASA (2), la salle d'animation donnant sur des terrasses extérieures, les services administratifs et la restauration seront regroupés au rez-de-chaussée.

L'EHPAD (3) sera réparti sur les deux étages (132 lits, chambre individuelle équipée et dotée d'une salle de bain).

Une salle de culte et une salle *Snoezelen* (stimulation multi-sensorielle contrôlée) sont également prévues à l'étage.

(1) secteur de Soins de Suite et Réadaptation

(2) Pôle d'Activité et de Soins Adaptés

(3) Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes



Avec une capacité de 180 lits, le projet vise à :

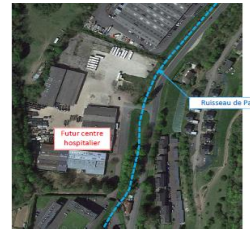
- ✓ développer l'activité du SSR ;
- ✓ créer un environnement architectural de qualité et offrir des espaces de vie accueillants (EHPAD), un ensemble extérieur harmonieux/esthétique/paysager ;
- ✓ favoriser la prise en charge des résidents atteints d'Alzheimer (accueil de jour) ;
- ✓ promouvoir les activités du SSIAD (4), les consultations en externe et le PASA ;
- ✓ offrir de meilleures conditions de travail aux professionnels ;
- ✓ inscrire le projet dans une véritable démarche HQE (5).

Des voiries, places de stationnement et aménagement divers sont également prévus.

Deux enseignes commerciales, présentes à l'origine sur le site, ont disparu et les dalles béton, qui rendaient le terrain imperméable et plat, ont été détruites. Cette friche représente près de 2,7 ha.

### **CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET RESEAU HYDROGRAPHIQUE**

Pour une altitude comprise entre 29 m et 26,5 m NGF, la pente de la parcelle s'oriente N-O/S-E. Sur son versant Ouest (28km<sup>2</sup>), le projet intercepte le sous-bassin du ruisseau de Paix (0,6km<sup>2</sup>) qui se jette dans la rivière *Le Gambon* pour rejoindre *la Seine* à 1,4km (Unité hydrographique Seine-Fleuve/Amont Poses). Le ruisseau est classé « bon état » écologique et chimique avec un niveau de confiance « faible ».



### **GESTION DES EAUX**

**Eaux pluviales** : en accord avec la DDTM, il a été prévu de gérer les eaux pluviales selon une occurrence centennale et pour un débit de fuite de 2 l/s/ha, ces eaux pouvant être stockées par ouvrages de rétention enterrés (régulation des débits et de surverse, épuration des eaux, vanne de confinement) et en toiture végétalisée (ITT77) avant d'être rejetées dans le ruisseau de Paix, et ce pour un volume global prévisible de 947 m<sup>3</sup>.

En situation extrême, la topographie permettra le ruissellement vers le ruisseau, évitant ainsi d'exposer les habitats collectifs au sud. Enfin, la création de plus d'un hectare et demi d'espaces verts et/ou perméables limitera également ces ruissellements.

**Eaux usées** : évacuation vers le réseau collectif existant, en limite immédiate de site.

### **RISQUES NATURELS**

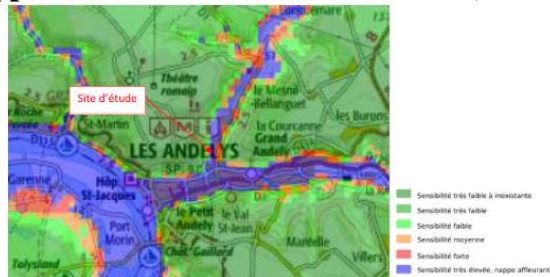
**Inondation** : exhaussement de la ligne d'eau du ruisseau provoqué par l'ouvrage hydraulique d'accès au site, les eaux débordant vers la parcelle lors d'évènement de période de retour centennal.

En termes de **retrait-gonflement des argiles**, le secteur est situé dans une zone d'**aléa faible**.

**Aucune cavité souterraine** n'a été recensée au droit du secteur du projet.

Le secteur d'étude est situé en **zone de sismicité très faible**.

**Risque de remontée de nappe** : zone de **sensibilité très élevée** (niveau relevé entre 7,5 et 9,9m).



(4) Service de Soins Infirmiers à Domicile  
(5) Haute Qualité Environnementale



## MESURES COMPENSATOIRES ET MOYENS DE SURVEILLANCE

**En phase travaux** : une « *Charte de chantier vert* - à faibles nuisances- » (Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets), établie en novembre 2019, sera remise à chaque intervenant en vue de limiter : les nuisances, les risques sanitaires, ceux pour la santé et la pollution, les déchets, la consommation eau/électricité, les émissions de CO2.

Des opérations périodiques de maintenance et d'entretien seront assurées (visites, nettoyage, ramassage et exportation des débris).

**En phase opérationnelle** : les mesures pour limiter l'incidence quantitative sont explicitées au paragraphe « *Gestion des eaux* » ci-avant, et présentées ci-dessous :



**Ruisseau de Paix et sous-bassin versant Ouest** : une partie du terrain est situé en zone inondable par débordement du ruisseau et les eaux de ruissellements traversent de manière diffuse la parcelle : indépendamment des ouvrages hydrauliques prévus, le terrain sera décaissé de 20 cm, cote de premier niveau de plancher supérieures de 10 cm à celle des Plus Hautes Eaux.

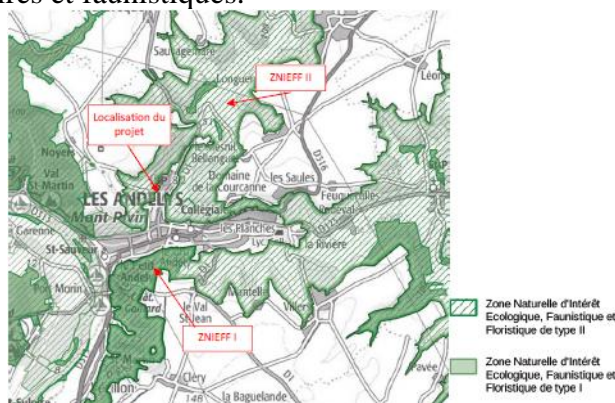
**Incidence qualitative** : les thèmes relatifs aux pollutions chronique, saisonnière ou accidentelle sont également traités ci-dessus par présentation des ouvrages, matériels et procédés préventifs ou curatifs mis en place sur site (ouvrages de rétention/décantation, aire de dépotage, salage ponctuel, traitement mécanique des espaces verts, pompage et traitement des eaux polluées, évacuation des terres impactées).

## ENVIRONNEMENT - MILIEUX NATURELS

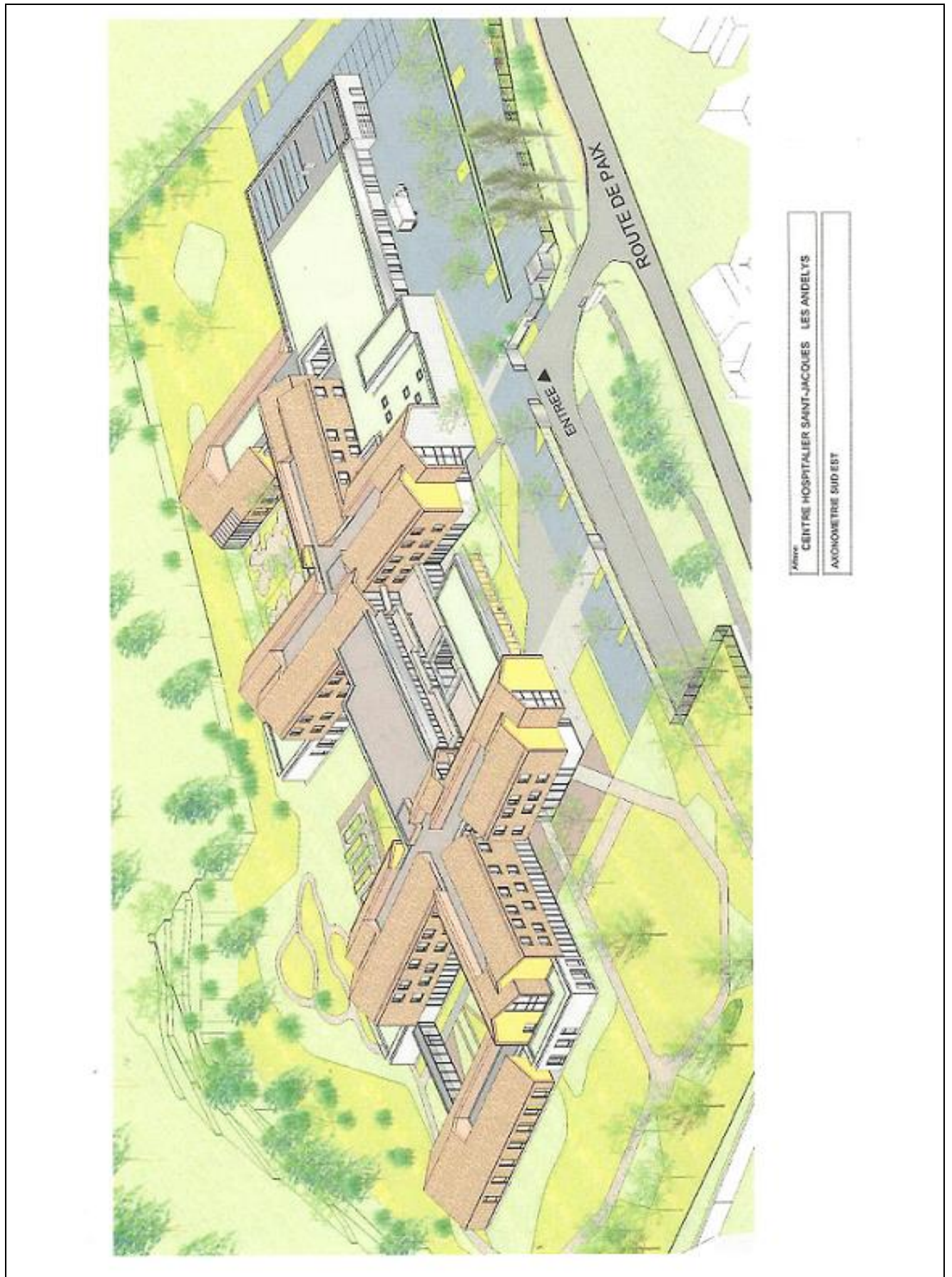
**Natura 2000** : au regard des caractéristiques du projet, la zone d'influence est très limitée et n'intercepte pas de site et n'ayant, de fait, aucune incidence directe ou indirecte sur leur intégrité, leurs habitats et espèces propres. Le plus proche se situe à 1km (*Boucles de la Seine Amont d'Amfreville à Gaillon*), les coteaux calcaires et terrasses alluviales représentant les deux entités topographiques d'intérêt majeur à l'échelle européenne.

**ZNIEFF (6)** : deux zones se situent à une relative proximité, mais suffisamment éloignées

- « *La Vallée du Gambon et le vallon de Corny* » (type 2) : vallées et vallons constituant un corridor écologique et une zone de refuge pour les espèces faunistiques et floristiques;
- « *Les coteaux du château Gaillard et de Vézillon* (type 1) : bois en pente peuplé d'espèces floristiques prioritaires et faunistiques.



(6) Zone naturelle d'intérêt écologiques, faunistique et floristique





## **INCIDENCES POTENTIELLES SUR LE MILIEU ET LES DIFFERENTS USAGES**

### **Eaux superficielles**

- phase chantier : maîtrise des rejets (matières en suspension) ;
- phase opérationnelle : débits des eaux ruisselées réduits par la réduction des surfaces imperméabilisées et limitation par ouvrages de rétention. Des mesures compensatoires pour limiter l'incidence de la pollution chronique, saisonnière ou accidentelle sur le milieu naturel.

### **Eaux souterraines**

- phase chantier : maîtrise des produits polluants (lavage véhicules, remplissage réservoirs) ;
- phase opérationnelle : absence de périmètre de protection de captage d'eau potable.

### **Espaces naturels protégés/remarquables**

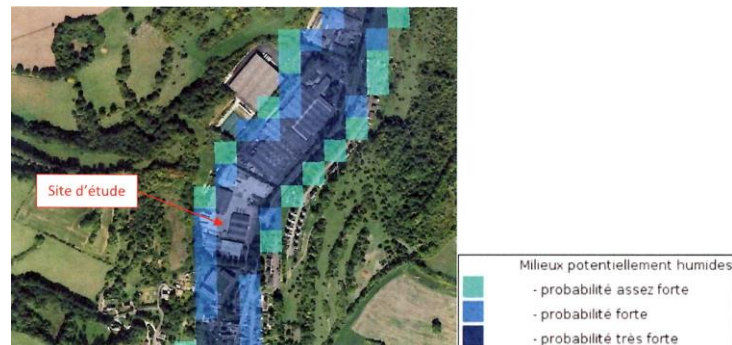
- phase chantier : aucun site directement concerné (ZNIEFF, ZICO, Natura 2000) ;
- phase opérationnelle : l'état d'imperméabilisation actuel du site, de nature temporaire, et la création d'espaces verts sur 1,2 ha dans le projet démontrent l'absence d'incidence particulière induite.

## **COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS DE REFERENCE**

Conformément **aux objectifs du SDAGE Seine Normandie (2016-2021)**, le projet a intégré la bonne gestion, le traitement et le rejet des eaux pluviales, la limitation de l'imperméabilisation des sols, la maîtrise des rejets d'origine routière polluants et la mise en place d'un réseau d'assainissement des eaux usées.

Le projet ne se situe pas dans le **périmètre du SAGE**.

Le site est localisé dans une zone de **probabilité très forte de Zones humides**.



### **Contexte géologique, géographique et climatique :**

Le département de l'Eure se trouve en zone climatique de type océanique. Le relief du secteur, en majorité situé dans une zone de basse altitude, est marqué par la vallée de Seine et entaille un relief de plaine. Ses bords sont relativement plats puis on trouve une ligne de collines accentuées. Au nord de la commune, le point bas est de 7m.

Aux Andelys, les précipitations sont importantes (623mm de moyenne annuelle) favorisant la récupération des eaux de pluie. Il est relevé une différence de 23mm de précipitations entre le mois le plus sec et le plus humide.

Avec une température moyenne 10,8 °C, pour une variation de 14,5°C, juillet est le mois le plus chaud et janvier le plus froid (Station d'Evreux).

Le contexte géologique régional se compose de limons de comblement et substratum crayeux pouvant être surmontés de remblais anthropiques.

Selon une étude du bureau d'études *Abrotec* (février 2017), on relève localement des remblais divers (0,6 à 2,7m de profondeur), des limons sableux à silex de couleur marron (5,7 à 8,5m), graves limoneuses (7,6 à 10m), substratum crayeux (25m).

## Extraits de l'étude

### II.1. Caractéristiques du projet

#### II.1.a. Description du projet

Le projet consiste en la construction d'un ensemble de bâtiment d'environ 8000 m<sup>2</sup> sur 2 ou 3 niveaux.

- les sondages ont mis en évidence des remblais sur une épaisseur variant de 0.6 à 2.7 m. Des limons de faible compacité sont reconnus entre 5.7 et 8.5 m de profondeur. Des graves limoneuses peu épaisses voire absentes mais compactes sont ensuite observées jusqu'à 7.6 à 10.0 m de profondeur. Le substratum crayeux, de compacité moyenne à élevée, est reconnu à partir de 5.7 à 10.0 m de profondeur et jusqu'à l'arrêt des sondages, soit à plus de 25.0 m de profondeur ;

La problématique réside dans la recherche d'une assise « homogène et stable » qui pourra faire office de sol d'ancrage des fondations pouvant reprendre les charges, vraisemblablement moyennes à importantes.

Compte tenu de la forte hétérogénéité des sols en tête (présence de remblais sur une épaisseur plus ou moins importante), il conviendra de s'orienter vers une solution de fondations superficielles à semi-profondes de type semelles filantes ou isolées en cas de charges modérées (contrainte admissible aux ELS de l'ordre de 0.15 MPa ou 1.5 bars en première approche).

Dans le cas de charges très importantes, il conviendra de s'orienter vers une solution de fondations profondes de type pieux ancrés dans la craie (à une profondeur d'une douzaine de mètres, à vérifier selon les charges).

La réalisation d'un sous-sol n'est pas recommandée dans cet axe de ruissellement mais une galerie technique enterrée (étanchée) est envisageable. Un suivi piézométrique complémentaire permettra de juger du risque d'inondabilité (temporaire) de cette galerie.

Conformément à la norme sur les missions géotechniques, il conviendra de poursuivre les études géotechniques, lorsque le projet sera défini (position, calage altimétrique des niveaux bas, descentes de charges) et à l'appui d'un plan topographique actuel précis, par une mission de type G2 AVP puis PRO

2. Des modifications dans l'implantation, la conception ou l'importance de la construction ainsi que dans les hypothèses prises en compte et en particulier dans les indications de la partie "Présentation" du présent rapport peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions. Une nouvelle mission devra alors être confiée à ABROTEC afin de réadapter ces conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet.

3. De même, des éléments nouveaux mis en évidence lors de l'exécution des fondations et n'ayant pu être détectés au cours des reconnaissances de sol (exemple : hétérogénéité localisée, venues d'eau, etc.) peuvent rendre caduques certaines des recommandations figurant dans le rapport.

4. Les reconnaissances de sol procèdent par sondages ponctuels, les résultats ne sont pas rigoureusement extrapolables à l'ensemble du site. Il persiste des aléas (exemple : hétérogénéité locale) qui peuvent entraîner des adaptations tant de la conception que de l'exécution qui ne sauraient être à la charge du géotechnicien.

Parcelles ZD 151, 152 et 162 et AN 209 – ZA de la route de la Paix – LES ANDELYS (27)

(extrait carte IGN et photographie aérienne - source Géoportail)



### Contexte hydrogéologique :

Deux masses d'eaux souterraines sont présentes au droit du site :

- masse d'eau 3201 « Craie du Vexin Normande et Picard » ;
- masse d'eau 3218 « Albien néocomien captif » (ZRE).

**Aucun périmètre de protection de captage d'eau potable n'est concerné par le projet.**

### **1.4 BILAN DE LA CONCERTATION**

Cf. à la procédure, le dossier a fait l'objet d'une concertation avec les Services de l'État, PPa, Institutionnels et les Collectivités, consultés et/ou associés :

- ☐ DREAL Normandie
- ☐ DDTM27
- ☐ ARS
- ☐ DRAC
- ☐ la commune des ANDELYS en vue de délibérer.

Le détail des observations et leurs commentaires est consultable au §3 ci-après.



## 1.5 COMPOSITION DU DOSSIER

Les supports du projet ont été établis en octobre 2019 par le Bureau d'études **Oteis** - Agence de ROUEN Parc de la Vatine 11 rue Jacques Monod 76130 MONT SAINT AIGNAN.

Un dossier complet, consultable aux jours et horaires habituels d'ouverture, a été mis à la disposition du public :

- ✓ mairie des ANDELYS ;
- ✓ Préfecture de l'Eure, boulevard Chauvin à EVREUX.

Il était constitué de documents aux formats **A4** et **A3** :

- Pièce 1 **Demande autorisation environnementale** au titre de la Loi sur l'Eau dont dix-huit figures/plans/schémas et quatre tableaux ;
- Pièce 2 **Note de présentation - Résumé non technique** ;
- Pièce 3 **Annexe 1 - Plan des Réseaux** de novembre 2019 (EP, EU, Gaz, AEP, EDF) au 1/200<sup>e</sup> ;
- Pièce 4 **Annexe 2 - Etudes géotechniques préalables** (implantation des investigations in situ, coupes des sondages) réalisées par le Bureau d'études *Abrotec* (février 2017) ;
- Pièce 5 **Annexe 3 - Fiches descriptives des masses d'eau souterraines** : extraits de cartes du *BGM* de décembre 2009 ;
- Pièce 6 **Annexe 4 - Charte Chantier Vert** de novembre 2019, sous Maîtrise d'œuvre de Bureaux d'Architectes, d'économistes et du Bureau d'études *Oteis* ;

L'engagement des signataires de la présente charte traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect d'un nombre d'exigences concernant :

- L'information des riverains ;
- La formation et l'information du personnel ;
- La protection des compagnons ;
- L'organisation du chantier
- La protection de la faune et de la flore
- La gestion des produits dangereux ;
- La gestion des déchets ;
- La gestion des nuisances et pollutions du chantier
  - Le bruit ;
  - Les pollutions potentielles du sol, de l'eau et de l'air ;
  - La pollution visuelle ;
  - Les perturbations du trafic ;
- Les économies de ressources

- Pièce 7 **Annexe 5 - Note de calcul** du volume de rétention des eaux pluviales (prévision) : calcul du volume utile d'un bassin de retenue par la méthode des pluies ;
- Pièce 8 **Annexe 6 - Etude hydraulique** réalisée par *Otéis* en octobre 2019 ;
- Pièce 9 **Annexe 7 - Convention archéologique** : arrêtés préfectoraux de juillet 2018 et avril 2019, convention de réalisation du diagnostic archéologique d'octobre 2019 ;
- Pièce 10 **Annexe 8 - Plan de prévention de crise** d'octobre 2019 ;
- Pièce 11 **Annexe 9 - Formulaire simplifié d'évaluation des incidences Natura 2000** (petits projets et activités) réalisé par un ingénieur hydraulique en octobre 2019 ;
- Pièce 12 **Annexe 10 - Arrêté Préfectoral Régional** portant sur l'évaluation environnementale au « *cas par cas* » de juillet 2018.

Les documents administratifs suivants étaient également présents :

- ✓ avis de ARS en date du 05 décembre 2019 ;
- ✓ listing des pièces à joindre au dossier d'autorisation environnementale ;
- ✓ AP d'ouverture de l'enquête publique et avis d'EP en date du 6 janvier 2020 ;
- ✓ insertions légales (à l'ouverture de l'enquête puis ajout des secondes insertions).

Le Registre d'enquête, coté et paraphé par mes soins, venait compléter le dossier.

### **COMMENTAIRES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR** **SUR LE PROJET ET LA QUALITE DU DOSSIER**

La motivation du maître-d'ouvrage est clairement exprimée dans le Résumé non technique, véritable outil synthétique de vulgarisation, qui apporte une description claire sur la localisation et les spécificités du projet, exposant l'objet de l'enquête, le projet en lui-même, ses contraintes physiques, environnementales et humaines ainsi que les mesures adaptées pour y remédier à savoir la volonté :

- d'une optimisation quantitative mais essentiellement qualitative des prestations dont bénéficient les résidents,
- de recherche d'une plus grande efficience voire amplification de la diversité des soins, de la logistique et de la convivialité,
- de la nécessité à faire évoluer les structures physiques et matérielles de l'hôpital, notamment.

Ainsi, sur le dernier volet, une argumentation bien étayée tend à démontrer le besoin impérieux, et la faisabilité technique, à envisager la construction du nouvel établissement sur un autre site, de type HQE.

Par ailleurs, il est notable que le projet est prévu sur un ancien site industriel, respectant ainsi les règles d'urbanisation communales, à savoir le comblement de parcelles incluses et inoccupées dites « dents creuses ».

L'ensemble du dossier est présenté conformément à la réglementation en vigueur et bénéficie d'une bonne illustration, facilitant la préhension du sujet et rendant aisée la lecture par un public non averti. Le nombre conséquent d'informations, plans, photographies, croquis permettent une projection réaliste du projet dans son environnement.

Il est à noter que, selon les termes de l'arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2018 (étude du « cas par cas »), le projet ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

La DDTM de l'Eure, service instructeur, a déclaré le dossier « complet et régulier » le 10 décembre 2019 considérant que l'enquête publique pouvait être lancée.

Toutefois, après une étude plus approfondie des pièces du dossier j'ai estimé que l'ajout de certains documents apporterait une valeur ajoutée certaine, en versions « papier » et dématérialisée :

- la synthèse de l'instruction du dossier ;
- mention de la parcelle AN 219, omise partiellement dans le dossier LEMA : un erratum a été produit à cet effet par le bureau d'étude, sous couvert du maître-d'ouvrage ;
- l'acte de vente des parcelles entre EPFN/Centre Hospitalier, réalisée après le début de l'EP ;
- la Convention de la DRAC relative au diagnostic archéologique (à la date d'ouverture de l'EP, le procès-verbal résultant des fouilles archéologiques n'était pas connu).

De ce fait je considère, qu'en termes de complétude du dossier, l'ensemble des pièces constitutives a été réglementairement présenté à l'enquête publique.

## 2 - ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

### 2.1 ORGANISATION

#### 2.1.1 DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Par décision E19000128/76 en date du 18 décembre 2019 de Mme la Présidente du Tribunal Administratif de ROUEN, j'ai été désigné en qualité de commissaire enquêteur pour conduire l'enquête publique sur le projet porté par le Centre Hospitalier Saint-Jacques des ANDELYS, à savoir la construction du nouvel hôpital sur ladite commune.

#### 2.1.2 MODALITÉS ET PRÉPARATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

- ma désignation effectuée par le Tribunal administratif, j'ai pris attache auprès de Mme Olivier, Préfecture de l'Eure - Direction des élections/de la légalité et de l'environnement, pour une réunion de travail qui s'est tenue le 23 décembre 2019.

Le dossier d'enquête m'ayant été remis, la réunion de travail a également permis de :

- ✓ prendre connaissance et détailler le projet ;
  - ✓ vérifier la complétude des documents constituant le dossier mis à enquête publique et se concerter pour définir les pièces indispensables à insérer sur le site Internet de la Préfecture comme, entre autres, les avis des PPA (DREAL, DDTM, DRAC, ARS).
  - ✓ échanger autour du projet, envisager les dates d'enquête, de permanences et le lieu de permanences à savoir l'Hôtel de Ville des ANDELYS ;
  - ✓ traiter des diverses conditions et moyens d'information du public,
- J'ai ouvert, côté et paraphé le registre d'enquête publique à cette occasion.

- le 6 janvier 2020, monsieur le **Préfet de l'Eure** prend l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique (**PJ 1**) fixant les modalités pratiques à savoir pour une durée de 16 jours consécutifs, du lundi 03 février 2020 au mardi 18 février 2020 à 17H00, dates, heures et lieu des permanences y étant également précisés. L'avis d'enquête est produit en parallèle.
- une réunion de travail avec **Mme Cardaliaguet**, directrice du Centre Hospitalier Saint-Jacques, s'est tenue le 10 janvier 2020 : échanges sur l'historique de la démarche, les volets techniques du projet, les divers types et moyens d'information locaux (site Internet du Centre hospitalier, panneautage etc.), explications sur la procédure globale et le déroulement de l'enquête.  
In fine, j'ai eu un premier contact avec **M. Héquet**, responsable des Services techniques du Centre. A l'issue, il a été décidé d'une visite sur sites pour le 20 janvier 2020.
- le transfert du dossier, depuis la préfecture, et l'affichage en mairie sont effectués au cours de la semaine 2, le panneautage sur sites étant réalisé semaine 3 et attesté par mes propres soins lors des déplacements sur zone.  
Dès la semaine 2, j'ai testé et pu déclarer opérationnelle l'accessibilité au dossier dématérialisé (site de la Préfecture de l'Eure), l'adresse électronique dédiée à la réception des contributions du public pouvant également être déclarée valide.
- ultérieurement, j'ai pu échanger avec la DRAC, l'ARS et la DDTM en vue de m'apporter des éléments de consolidation au regard du fond et la forme du dossier ainsi que sur leurs avis.

#### 2.1.3 VISITE DES LIEUX

Afin de me forger une idée toute personnelle et m'éclairer sur les caractéristiques du projet, j'ai effectué trois visites sur site : le lundi 20 janvier 2020, accompagné de M. Héquet puis, personnellement, à l'occasion de permanences ou dans les jours qui ont suivi la fin de l'enquête, notamment pour mieux appréhender la nature même des observations reçues du public.

## **2.2 DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE**

### **2.2.1 PERMANENCES**

Cf. à l'art. 4 de l'AP, je me suis tenu à la disposition du public en mairie des ANDELYS :

Lundi 3 février 2020 de 09H00 à 12H00
<b>Samedi 8 février 2020 de 09H00 à 12H00</b>
Mardi 18 février 2020 de 14H00 à 17H00

La salle du Conseil a été mise à ma disposition pendant toute la durée de l'EP, sa configuration, son accessibilité et les aménagements disponibles permettant de recevoir les contributeurs dans des conditions tout à fait satisfaisantes (pièce suffisamment vaste facilitant une certaine discrétion lorsque le contributeur le souhaitait) et présenter les diverses pièces du dossier.

En conséquence, je considère les modalités d'accueil très convenables.

### **2.2.2 CLIMAT DE L'ENQUÊTE - INCIDENT**

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein avec une assez faible participation du public, aucun incident particulier n'étant à signaler.

Il est à noter les bonnes conditions d'accueil en mairie, élus et personnel administratif se montrant réactifs.

### **2.2.3 INFORMATION EFFECTIVE DU PUBLIC**

Cf. à l'art. 5 de l'AP, l'enquête publique a fait l'objet de la publicité légale et réglementaire, à savoir :

#### **⇒ PRESSE (PJ 2)**

Les services de la préfecture, chargés de la publicité à faire paraître aux « Annonces légales » des journaux, m'ont transmis les copies de ces insertions en amont et pendant l'EP.

Un avis au public, faisant connaître l'ouverture de l'enquête, est paru dans trois journaux diffusés dans le département, quinze jours avant le début de l'EP et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci :

	<b>1<sup>ères</sup> parutions</b>	<b>2<sup>èmes</sup> parutions</b>
<b>Paris-Normandie</b>	09 janvier 2020	04 février 2020
<b>L'Impartial</b>	09 janvier 2020	06 février 2020

Les originaux des publications sont insérés au dossier détenu en Préfecture de l'Eure (**PJ 2**).

#### **⇒ EN MAIRIE (PJ 1 & 3).**

L'avis d'enquête, en date du 6 janvier 2020, a fait l'objet d'une apposition aux lieux habituels d'affichage des documents officiels de la Ville LES ANDELYS, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. Les affiches étaient visibles en permanence depuis la voie publique.

Afin d'attester la conformité de l'accomplissement de cette formalité, Monsieur le maire était invité à retourner un certificat d'affichage aux services de la préfecture de l'Eure.

#### **⇒ SUR SITES (PJ 3)**

Plus de quinze jours avant le début de l'EP, le maître-d'ouvrage a procédé à la mise en place de multiples panneaux (cf. format et dimensions réglementaires - affiches A1 de couleur jaune), sur le futur site du projet et à proximité même de l'établissement actuel, visibles du réseau routier et autres voies existants.

J'ai pu vérifier la présence effective des affiches et panneaux en amont ou, aléatoirement, à l'occasion des permanences.



### ⇒ **PORTAIL INTERNET PREFECTURE EVREUX (PJ 3)**

Le portail Internet de la Préfecture de l'Eure permettait d'accéder, en amont et pendant toute la durée de l'enquête, à l'ensemble du dossier ([http://www.eure.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Enquetes Publiques](http://www.eure.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-Enquetes-Publiques)). Le public avait ainsi la possibilité de prendre connaissance de l'ensemble des documents, des avis des Services de l'Etat et des PPA sans avoir à se déplacer.

Le projet était également consultable en version papier et numérique au sein de la préfecture.

Le nombre de consultations de cette version ne peut être comptabilisé mais, au vu du nombre de mails reçus, on peut considérer que la majorité des contributeurs a utilisé ce moyen de communication.

### ⇒ **INFORMATION LIBRE (PJ 3)**

Une opération d'information élargie a été mise en place par le pétitionnaire par panneauage de l'avis d'EP aux principaux accès de l'établissement actuel et du futur site.

Enfin, le Centre Hospitalier a annoncé le lancement de l'EP sur son site Internet.

### **2.2.4 RECUEIL DES OBSERVATIONS**

Cf. à l'art. 3 de l'AP, les observations pouvaient être formulées :

- ✓ par écrit sur le Registre d'enquête déposé en mairie des ANDELYS, siège de l'enquête ;
  - ✓ par courrier à adresser à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie, pour être annexé au registre ;
  - ✓ par voie électronique, sur la messagerie dédiée ([pref-projet-andelys@eure.gouv.fr](mailto:pref-projet-andelys@eure.gouv.fr) - à l'attention du commissaire enquêteur), afin également d'être annexées au registre d'EP ;
- J'ai effectué en continu un contrôle de bon fonctionnement de la messagerie.

### **2.2.5 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE & MODALITÉS DE TRANSFERT DES DOSSIER ET REGISTRE**

L'enquête prenant fin le **mardi 18 février 2020 à 17H00**, cette date correspondant à la dernière permanence en mairie des ANDELYS, j'ai emporté le dossier et le registre d'enquête pour clôture et signature du second, conformément à l'art. 7 de l'AP.

J'ai pu ensuite exploiter la totalité des observations déposées aux fins d'établissement du PV de synthèse, après m'être assuré de la présence de toutes les pages dans le registre et des pièces annexées dont les mails.

### **2.2.6 RELATION COMPTABLE DES OBSERVATIONS**

Durant cette enquête publique, seule une dizaine de personnes se sont manifestées, résultant d'échanges verbaux avec le commissaire-enquêteur lors des permanences, faisant valoir leur point de vue sur le fond du projet et la forme du dossier, en déposant leurs contributions sur le registre, souhaitant parfois garder l'anonymat :

- **01** déposition sur le registre (Mme Malterre le 8 février) ; **01** courrier (M. Huvé pour l'Association de Défense de la Vallée du Gambon le 18 février 2020) ;
- **05** mails relevés sur la messagerie (M. Malbrant le 5 février, Mme Henneau et M. Thepandaren le 9 février, M. Hurzan et Mme Bouquet le 12 février 2020).

### **2.2.7 NOTIFICATION DU PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE DES OBSERVATIONS & MÉMOIRE EN RÉPONSE DU MO**

Dès la fin de l'enquête publique, et conformément à l'art. 7 de l'AP, j'ai élaboré le **Procès-verbal** de synthèse des observations formulées par le public, reprenant également mes propres questionnements.

D'abord transmis par mail au pétitionnaire, l'original a été remis à Mme Cardaliaguet le 24 février 2020 (**Annexe 4.1**), cf. à l'art. R123-2018 du décret 2011-2018 du 29 décembre 2011.

Le porteur de projet a été informé qu'il disposait de 15 jours pour établir le **Mémoire en réponse** qui serait annexé au Rapport d'enquête. Ce document m'a été remis le 04 mars 2020 (**Annexe 4.2**).

### 3 - ANALYSE DES OBSERVATIONS

Les observations, portées au **PV de synthèse des observations**, ont été traitées par le maître-d'ouvrage au **Mémoire en réponse**, certaines recevant un commentaire de ma part.

#### 3.1 PUBLIC

Le public a clairement privilégié le support dématérialisé, mails parfois complétés de pièces jointes. Le nombre relativement restreint de dépositions, qui induisaient parfois une réponse plus conséquente, a permis de traiter individuellement chaque contribution, les déposataires étant ainsi assurés que leurs remarques étaient toutes étudiées.

Chaque déposition méritant d'être étudiée, mais s'agissant d'une synthèse des observations, on peut toutefois mettre en exergue les principaux thèmes suivants :

Choix du site peu judicieux car relativement éloigné du centre-ville des ANDELYS, synonyme de gêne pour les déplacements de type « doux ».
Carence sur la globalité des études relatives au risque inondation (bassins versant et sous-versant).
Insuffisance de cheminements et d'aménagements extérieurs sur le site.
Impacts des diverses nuisances générées par les entreprises présentes au Nord du site.
Prise en compte de la problématique du stationnement des véhicules sur et aux abords du site.
Réduction de la qualité environnementale au vu du site actuel (bords de Seine, cheminements...).
Regret de ne pas avoir été consultés sur le projet via une enquête préalable dite « d'utilité publique », au regard de son dimensionnement et des éventuels impacts autres qu'environnementaux (éloignement du cœur de ville, présence de logements collectifs aux abords du site, proximité de la RD1...).
Défaut d'étude comparative sur le choix du site et les différents coûts (restauration/ agrandissement/ construction) et absence d'évaluation environnementale (passé industriel, fond de vallée à fort potentiel écologique) ;
Dans le même ordre d'idée, doute sur l'impossibilité réelle de restauration/ agrandissement/ modernisation de l'établissement actuel ; inquiétude sur le devenir de l'« Hospice », partie classée MH.
Réalisation tardive de l'acquisition des parcelles, synonyme d'une mise à EP précipitée.
Inquiétude quant à la présence d'un talutage important en surplomb de la partie ouest du projet.
Absence de résultats, et sur leur fiabilité, de la campagne de fouilles réalisées sur site début 2020.

#### 5 février 2020 - mail de M. Stéphane Malbrant

« 1) Le site du futur projet semble plus éloigné du centre-ville que l'actuel établissement (Petit Andely). Chacun ne disposant pas forcément d'un véhicule personnel, cette situation pourrait présenter une gêne importante en termes de déplacement pour rejoindre le futur Centre hospitalier. Quels sont les dispositifs envisagés pour pallier à cette problématique et, si liaison par transport en commun est prévue, une prise en charge financière pourrait-elle être envisagée.

2) Un pont enjambe le ruisseau de Paix au Sud du futur Hôpital, entre le site et les logements collectifs. En raison des travaux envisagés sur le site et leurs conséquences, je pense que ce serait l'occasion pour prévoir des ouvrages de sécurisation du pont.

3) Après avoir reçu vos explications claires sur le dossier d'enquête, je m'interroge toutefois sur l'opportunité réelle d'avoir intitulé le dossier -construction d'un EHPAD- alors qu'il me semble déjà présent dans le Centre hospitalier actuel. »

#### Réponse du maître-d'ouvrage

La distance à pied de ce nouveau site à la Place Nicolas Poussin, située au centre ville des Andelys, est identique en kilomètres à la distance actuelle du Centre hospitalier Saint-Jacques, rue de Penthievre, à la Place Nicolas Poussin.

En accord avec le Maire des Andelys, Monsieur Duché, un cheminement sera aménagé afin de faciliter la circulation pédestre. En outre, le site est desservi par la ligne 8 du bus SN'go. La localisation précise du nouvel arrêt de bus, les horaires et la périodicité seront retravaillés avec Seine Normandie Agglomération, avant l'ouverture du nouvel établissement.

Par ailleurs, la question de la prise en charge financière n'est pas de la compétence du Centre hospitalier Saint-Jacques.

Concernant le pont, celui-ci n'est pas la propriété de l'aménageur. Toutefois, une étude de charge sera menée par la Ville des Andelys, et, en fonction des résultats de l'étude, des actions seront décidées.

L'intitulé du dossier aurait effectivement pu être reformulé. Il s'agit de la Construction du Nouvel hôpital Saint-Jacques.

#### Commentaire du commissaire enquêteur

Je prends acte des éléments complémentaires apportés et invite le MO à intégrer le bon intitulé du projet lors de la rédaction des documents finaux.

**8 février 2020 - dépôt sur registre de Mme Malterre**

*« Il serait préférable qu'il existe un cheminement tout autour du bâtiment, se serait plus motivant et plus -sportif- avec évidemment une présence régulière de bancs et même de tables où les visiteurs pourraient pique-niquer avec leur famille.*

*Et puis pourquoi pas quelques jeux pour les petits-enfants en visite ?! Des arbustes parfumés seraient les bienvenus (viornes de Carle, Daphnés). »*

**Réponse du maître-d'ouvrage**

Les cheminements et aménagements prévus au projet permettront aux patients, résidents et à leurs proches de se promener dans les jardins au nord-ouest du bâtiment. Un accès direct est prévu par la terrasse de la « place du Village », au rez de chaussée, et des bancs seront disposés le long du chemin. Un parcours de rééducation à la marche est également prévu au nord-est, en communication directe avec la salle de kinésithérapie. Il permettra ainsi, aux beaux jours, aux kinésithérapeutes et aide-kinésithérapeute, d'accompagner les patients et résidents à l'extérieur pour leurs exercices (ce qui n'est pas possible actuellement, la salle de kinésithérapie ne pouvant pas s'ouvrir sur l'extérieur).

Les résidents ayant des troubles cognitifs, de type Alzheimer ou maladie apparentée, seront hébergés dans les deux Unités de vie protégée, et les résidents ayant des troubles plus légers, seront accueillis à la journée au PASA (Pôle d'activités et de soins adaptés). Ces deux services sont en rez de chaussée et bénéficient de jardins sécurisés, permettant une libre déambulation, indispensable dans ce type de pathologie.

Des équipements pour les jeunes enfants pourront être envisagés ultérieurement.

Une attention particulière sera apportée sur la qualité des végétaux et sur l'esthétique du jardin. Des arbustes parfumés seront sélectionnés.

**Commentaire du commissaire enquêteur**

Cet apport d'informations méritait d'être connu. Par définition, tout projet peut effectivement être appelé à évoluer en termes de qualité d'accueil et de prestations.

**9 février 2020 - mail de Mme Henneau**

*« Hormis un document inséré quelques jours avant le début de l'enquête publique, la propriété des terrains du futur hôpital n'apparaissait pas clairement dans le dossier. Dans ce cas, depuis l'arrêté préfectoral de 2018, le fait que les Services de l'Etat aient été en mesure de porter un avis sur la faisabilité du projet interpelle quelque peu, d'une part sans avoir la certitude d'une réelle acquisition et, d'autre part, de ne pas s'être aperçu avant qu'il manquait cet acte de vente, son absence pouvant déboucher sur une enquête de « déclaration d'utilité publique » puisque les terrains se trouvaient initialement en domaine privé.*

*Dans le même ordre d'idée j'estime que, pour un tel projet en termes humain, de dimensionnement et de coût, une enquête de type « utilité publique » s'avérerait indispensable. En effet, au-delà du volet environnemental incontestable, d'autres aspects sont à prendre en considération et sur lesquels il paraît nécessaire de communiquer : les conséquences d'un accroissement du volume de véhicules sur le site, à ses abords et pour l'accès sur la route de Paix, l'accessibilité au Centre hospitalier depuis et en tréversant la ville, les impacts sur les populations voisines, la gestion des résidents « valides » souhaitant se rendre occasionnellement en ville etc...*

*Enfin, je considère qu'une étude comparative de coût entre réfection/mise aux normes du Centre hospitalier actuel et construction d'un nouvel hôpital aurait dû apparaître dans le dossier, surtout si l'on intègre en plus la qualité environnementale du caractère bucolique actuel des bords de Seine qui disparaîtra. »*

**Réponse du maître-d'ouvrage**

Sur les titres de propriété : avant d'être achetés par le Centre hospitalier Saint-Jacques, les terrains concernés ont été acquis par l'Etablissement Public Foncier de Normandie, dans le cadre d'une convention signée le 7 mars 2018, convention relative à la constitution d'une réserve foncière par l'EPF Normandie et à sa revente au Centre hospitalier Saint-Jacques. La signature de cette convention a sécurisé juridiquement l'acquisition des terrains, tout en permettant au Centre hospitalier de bénéficier, financièrement et techniquement, de l'expertise de l'EPFN pour les activités de démolition et de dépollution des terrains.

En ce qui concerne l'enquête dite « d'utilité publique », les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.

Concernant l'étude comparative avec les bâtiments actuels, les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.

**Commentaire du commissaire enquêteur**

Je confirme d'une part la régularisation de l'acquisition des parcelles, effectuée en cours d'enquête publique (acte de vente inséré au PJ du Rapport) et, d'autre part, que par voie de conséquence, aucune procédure dite « d'utilité publique » ne semblait indispensable (à noter toutefois que ce type de démarche n'implique pas systématiquement une expropriation).



**mail de M. Thepandaren**

« Apprenant l'ouverture de l'enquête publique, j'ai rencontré le commissaire enquêteur et ai appris qu'il s'agissait essentiellement d'une enquête dite « environnementale », que le choix du site et son aménagement sont actés. Je suis très surprise de découvrir qu'aucune enquête préalable n'ait été mise en place afin de sensibiliser et recueillir l'avis de la population, des résidents et des familles, en autres, sur ces choix.

Par ailleurs, j'estime que le volet environnemental sera en nette régression au regard de la qualité de l'emplacement de l'établissement actuel, notamment en termes de potentialités de promenades sur site du personnel hospitalisé et des accompagnateurs, voire du personnel soignant, seule une demi-boucle de cheminement (côté Ouest/N-O) permettant d'offrir un peu « d'évasion » psychique ».

**Réponse du maître-d'ouvrage**

En ce qui concerne une éventuelle enquête préalable, les éléments de réponse sont apportés ci-dessus au point n°2.

Concernant la qualité environnementale, les promenades et les espaces qui seront proposés sur le futur site sont détaillés au point n°1.

Il est à noter que, dans l'établissement actuel, les patients et résidents ne disposent pas de sentiers de promenade, en raison de la forte déclivité du terrain et de la proximité de la Seine. Les résidents ayant des troubles cognitifs sont dans l'impossibilité de sortir de leur service, sans un accompagnement individuel, très difficile à mettre en place par manque de personnel.

Enfin, le chemin longeant la Seine appartient à la commune des Andelys et est utilisé par tous : familles, randonneurs, cyclistes, automobiles, ce qui ne favorise ni le cheminement de patients et résidents peu autonomes, souvent en fauteuils roulants, ni leur sécurité. Cette situation sera accentuée par le projet de Seine à vélo, qui empruntera ce cheminement.

**Commentaire du commissaire enquêteur**

Par le terme « *préalable* », la contributrice sous-entend très certainement « *enquête d'utilité publique* », plus généraliste et ouverte à un public plus large et non averti. Le MO a déjà traité ce volet par ailleurs. Il est également indéniable que, mis à part le formidable visuel sur la boucle de la Seine, les caractéristiques physiques du site actuel ne favorisent pas les activités en extérieur (déclivité, fréquentation diverses du chemin).

Le Mémoire en réponse du pétitionnaire, inséré au Rapport d'enquête, positionne au plus près l'indexation des réponses (pour exemple, le point n°2 évoqué est lié à la réponse au courrier infra).

**12 février 2020 - mail de M. Hurzan**

« Dans le cadre du volet risque inondation, des études relatives aux bassins versant et sous-versant sont bien présentées au dossier d'autorisation « environnementale », mais ne me semblent pas suffisamment étayées voire demandent à être compléter dans leur globalité.

J'ai noté la présence d'un talus très escarpé et fortement décapé à l'Ouest du terrain. Précisez les mesures préventives de protection/consolidation envisagées pour éviter les conséquences désastreuses d'érosion des terres voire d'éboulement en cas de fortes pluies, qui pourraient entraîner des dégâts matériels ou des risques physiques dommageables, l'arrière du bâtiment se trouvant très proche du bord de ce talus. »

**Réponse du maître-d'ouvrage**

L'étude hydraulique portant sur le risque inondation a été menée dans le respect de la réglementation, et a répondu aux demandes des services de la Préfecture, en particulier la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Cette étude constitue l'annexe 6 du dossier LEMA. Elle a été réalisée par un bureau d'études spécialisé : OTEIS, Agence d'Aix en Provence. L'étude hydraulique porte sur le ruisseau de Paix, avec modélisation d'un événement décennal et centennal.

Elle porte également sur le bassin versant amont. Un ouvrage enterré est prévu, dont les dimensions sont détaillées page 38, qui permettra de collecter les eaux de ce bassin versant amont et de les acheminer vers le ruisseau de Paix.

**Commentaire du commissaire enquêteur**

Je prends note de ce rappel mais aurais souhaité que l'observation, relative à la présence et les caractéristiques du talus évoqué, soit réellement traitée.

**mail de Mme Bouquet**

« Une partie du bâtiment actuel du CH est classé « ABF - Monument historique » (Porte de Penthièvre) et les Andelysiens y sont attachés à la Mémoire du site. Il semblerait que plusieurs orientations, quant à son devenir, avaient été entrevues ; précisez si l'une d'elles doit aboutir ».

**Réponse du maître-d'ouvrage**

Le devenir de l'actuel site du Centre hospitalier Saint-Jacques fait l'objet d'un appel à projet très ouvert en cours de publication. Aucune orientation n'est encore décidée.



**18 février 2020 - courrier de M. Huvé, président ADVG**

ENQUETE PUBLIQUE SUR LA CONSTRUCTION DU NOUVEL HOPITAL

SAINT-JACQUES SUR LA COMMUNE DES ANDELYS

Cette enquête publique porte sur l'autorisation environnementale qui devrait être donnée par le préfet de l'Eure sur ce projet de construction.

Mais il nous semble vraiment saugrenu de ne pas être consultés sur l'utilité publique même de ce projet. En effet il nous avait été vendu initialement comme une « humanisation » qui permettrait de libérer les locaux actuels qui seraient devenus un musée centré sur Nicolas Poussin et un accueil hôtelier. Mais l'abandon de ce projet laisse sans destination future les bâtiments du Petit-Andely.

Certes ce « jeu de chaises musicales » avait été justifié par l'impossibilité de mettre aux normes les locaux existants. Mais qu'un bâtiment construit en 1982 et qu'un autre complètement restructuré en 1988 ne puissent pas être adaptés à de nouvelles normes de confort nous interrogeait déjà fortement. D'autant que les évolutions en cours dans le milieu de la santé semblent n'avoir pour seul but que la baisse des coûts, entraînant une baisse de la qualité du service public de la santé pour les patients et des conditions de travail pour les soignants.

Aujourd'hui il nous reste le goût amer que la situation exceptionnelle de l'hospice construit par le Duc de Penthièvre à la fin du 18ème siècle et de l'extension pourrait paraître « surdimensionnée » pour le bien-être des patients. Il ne reste plus de miroir aux alouettes pour nous aider à l'avalier.

Aussi il nous semblerait légitime d'avoir accès à une étude comparative qui pourrait justifier cette nouvelle construction. La démolition des bâtiments existants route de Paix a déjà été effectuée. La décision du déménagement de cet hôpital semble avoir été prise dans une certaine précipitation, anticipant même le résultat de l'étude sur les friches industrielles commandée par la municipalité, qui aurait pu proposer d'autres endroits pour cette nouvelle implantation. .

Nous avons la désagréable sensation d'être consultés à la marge et frustrés de ne pouvoir nous exprimer sur la pertinence de ce projet qui pourtant nous concerne bien.

Il nous semble aussi parfaitement injustifié que le projet n'ait pas fait l'objet d'une évaluation environnementale. En effet ce site, malgré son passé industriel qui l'a altéré (sa dépollution ne nous semble d'ailleurs pas avérée), se trouve dans un fond de vallée avec un fort potentiel écologique et est très humide (voir photo jointe).

Enfin les fouilles archéologiques, semblant avoir été très superficielles (moins d'1m), ne nous convainquent pas de l'absence de vestiges enterrés plus profondément.

Pour l'Association de Défense de la Vallée du Gambon,  
le mardi 18 février 2020  
François Huvé Pdt

**Réponse du maître-d'ouvrage**

Concernant l'évaluation environnementale : Des études ont été menées, et ont conduit à la prise en compte des contraintes relevées.

La construction envisagée et son cadre d'espaces verts représentent une avancée certaine pour cette friche industrielle, au regard du passé industriel et commercial plus ancien (atelier de préfabrication et de béton prêt à l'emploi, puis magasin de bricolage), récent (dépôt de cars scolaires et garage de camions-bennes à déchets ménagers) et même de l'état dans lequel les terrains ont été achetés (dalle de béton d'une superficie de 20 000 m2 et bâtiments industriels désaffectés).

Concernant la procédure d'utilité publique : Les terrains achetés appartenaient, pour les parcelles ZD 151, ZD 152, ZD 162 et AN 209, aux consorts Lunel, et étaient inoccupés et en vente depuis au moins deux ans. La deuxième partie du terrain correspondant aux parcelles AN 205, AN 208, AN 218 et AN 219, était la propriété de la société Dedienne, qui a déménagé à Gaillon, laissant ses locaux inoccupés depuis plusieurs années, sans projet de reconversion. Aucun de ces terrains ne sont donc concernés par une procédure d'expropriation.

Au sein du Centre hospitalier Saint-Jacques, les usagers ont été consultés sur le projet à travers leurs représentants, dans le cadre institutionnel du CVS (Conseil de la Vie Sociale). Il en a été de même des professionnels en CTE (Comité Technique d'Etablissement), CHSCT (Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail), en CSIRMT (Commission de Soins Infirmiers, de Rééducation et MédicoTechniques) et en CME (Commission Médicale d'Etablissement). Enfin, le Conseil de Surveillance de l'établissement, composé réglementairement d'élus, de personnes qualifiées et de représentants du personnel, et présidé par le Maire de la Ville des Andelys, s'est prononcé sur le projet. Les observations de ces différentes instances ont été prises en compte lors des différentes étapes de l'élaboration de ce projet.

Par rapport à la population générale, ce projet n'implique pas d'évolution de la capacité actuelle de l'établissement, ni de ses missions. A l'inverse, il prévoit la réhabilitation, par une construction de qualité, esthétique, et entourée d'espaces verts, d'une friche industrielle composée d'une vaste dalle béton et de bâtiments industriels très dégradés, inoccupée depuis plusieurs années.



Les locaux actuels ne sont plus adaptés à l'hébergement de personnes âgées dépendantes, car ils ne correspondent plus aux normes de confort et de sécurité en vigueur. L'établissement propose seulement 22 % des lits de Soins de Suite et Réadaptation et d'EHPAD en chambre individuelle ; il compte 50 chambres doubles et 12 chambres triples. Les chambres n'ont pas de salle de bain individuelle avec douche. Les unités comportent une seule salle de bains collective par niveau (soit une installation de douche pour 30 résidents dans le bâtiment Penthievre, sur 3 niveaux).

Les locaux collectifs sont également en nombre insuffisant : l'unique salle à manger en rez-de-chaussée de Penthievre, nécessite des déplacements importants des 90 résidents, dont les chambres sont localisées sur trois niveaux, et très chronophages pour le personnel.

Les étages des différents services ne disposent pas suffisamment de salles de vie commune pour les patients et les résidents, ni de bureaux et de locaux techniques pour les professionnels. Le manque d'espace ne permet pas de créer des unités de vie protégée (espaces sécurisés et adaptés aux personnes ayant des troubles Alzheimer ou apparentés). Aussi, les résidents ayant des troubles cognitifs, parfois sévères, partagent les mêmes espaces de vie que d'autres personnes âgées, ce qui entraîne régulièrement des difficultés de cohabitation. Les agents, eux, n'ont pas de salle de pause, pourtant réglementaire.

Deux études de faisabilité ont été menées, en 2013-2014 et en 2016, par deux sociétés différentes (Architecte programmate FRONZON et Assistant à Maîtrise d'Ouvrage SOCOFIT). Elles ont mis en exergue les contraintes propres au site, en longueur, resserré entre la route au pied de la falaise et la Seine, et en partie situé en zone inondable (notamment sur l'actuel emplacement du parking et de l'ancien cimetière).

Une construction supplémentaire, indispensable pour créer les chambres individuelles réclamées par les résidents et leurs familles, et les espaces collectifs nécessaires pour leur bien-être et le confort du personnel, entraînerait une densification très importante du site, créant des difficultés supplémentaires, aussi bien pour circuler (d'autant que la route longeant la Seine est ouverte aux promeneurs, et fera partie du circuit Seine à vélo) que pour se garer.

En outre, le réaménagement du Bâtiment Penthievre ne permettrait pas la création de services optimisés : 3 niveaux de 15 à 19 lits maximum, avec peu de locaux collectifs, des circulations très étendues, et le maintien d'une salle à manger et d'un salon uniques au rez-de-chaussée. Cette disposition ne favorise ni les déplacements, ni la sécurité des résidents, ni les conditions de travail du personnel.

De même, le potentiel du site ne permet pas de libérer les espaces suffisants pour la création d'unités de vie protégée, avec leur jardin sécurisé.

Toutes ces contraintes, renforcées par le classement aux monuments historiques d'une partie des bâtiments, et du site naturel lui-même, ont conduit à élaborer le projet d'une construction neuve, dans un autre quartier des Andelys.

Le diagnostic archéologique a été mené par la Mission Archéologique Départementale de l'Eure, dans le respect de la mission qui lui a été confiée (références : arrêté de la Préfète de la Région Normandie n°28-2018-474 du 17 juillet 2018, prescrivant l'opération d'archéologie préventive, et arrêté de la Préfète de la Région Normandie n°28-2019-212 du 1<sup>er</sup> avril 2019, notifiant l'attribution de l'opération à la MADE). Les résultats du diagnostic ne font pas apparaître de traces de présence humaine antérieures à la période récente.

La MADE indique que la première tranchée a été effectuée à une profondeur de 4,5 m.

Par ailleurs, elle précise que les recherches menées dans le cadre du diagnostic, à une profondeur de moins 2 mètres, tiennent compte du projet d'aménagement. En l'occurrence, ce projet ne prévoit pas de sous-sol, mais uniquement quelques galeries logistiques. Ainsi, le diagnostic a été opéré de manière à ne pas déstabiliser le terrain.

### **Commentaire du commissaire enquêteur**

Déjà présentes et détaillées dans le dossier mis à enquête publique, le maître-d'ouvrage rappelle une nouvelle fois les raisons qui motivent une « nouvelle » construction sur un « nouvel » emplacement.

Je prends acte des informations relatives au diagnostic archéologique et tiens à souligner, par ailleurs, que le projet ayant été déclaré « non soumis à étude environnementale » par arrêté préfectoral en date du 10 juillet 2018, l'ensemble de la procédure et des études a été conduit en ce sens, indépendamment du fait que l'interlocuteur est en droit de s'interroger sur le fond de cette décision au regard des éléments environnementaux associés au nouveau projet.

### 3.2 COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

1° En matière de stationnement de véhicules, les abords du site actuel sont très vite saturés avec, en moyenne, plus de soixante-dix véhicules parfois garés de façon anarchique. En considérant, d'une part le nombre d'employés du Centre hospitalier (120 actuellement), d'autre part le nombre de visiteurs ou occasionnels, le tout sur des horaires contraints, démontrer que le nombre de places de parking envisagé suffira à absorber ce flux tout en évitant un éventuel report de véhicules le long de la route de Paix.

#### Réponse du maître-d'ouvrage

Le parking prévu au projet prévoit :

- pour les visiteurs : 19 places (dont 2 PMR) et 1 dépose-minute
- pour le personnel : 61 places
- pour les véhicules de service : 19 places.

Cette capacité est adaptée aux besoins. En effet, les professionnels travaillent en horaires décalés, 24h/24, et ne sont donc pas tous présents en même temps.

En outre, la comparaison avec le site actuel est à relativiser, car le parking du Centre hospitalier Saint-Jacques, n'étant pas clôturé, est régulièrement occupé par les randonneurs et promeneurs du voisinage, de même que les bords de Seine.

#### Pas de commentaire particulier du commissaire enquêteur

2° Les entreprises, présentes à proximité du projet de Centre Hospitalier, génèrent naturellement du bruit, des odeurs et des poussières (engins, manipulations de produits/matériaux...), peu compatibles avec ce type d'établissement qui demande calme, sérénité et bien-être. Apporter les éléments démontrant la prise en compte de cette problématique et les éventuelles mesures de réduction des effets envisagés.

#### Réponse du maître-d'ouvrage

L'unique entreprise voisine du site est la société Europhane, spécialisée dans la fabrication d'éclairages publics. Cette activité consiste en la production d'équipements électriques, principalement de l'assemblage. Classée ICPE, elle est soumise par arrêté préfectoral au respect des normes de bruit suivantes, régulièrement contrôlées : de 7h à 22h, maximum de 60 décibels, et de 22h à 7h, maximum de 50 décibels. Ces niveaux sont très compatibles avec le confort des patients et résidents accueillis dans l'établissement.

Par ailleurs, la société Europhane possède une station d'épuration, permettant le contrôle des rejets, et ne produit pas d'émanations. Elle procède à la revalorisation énergétique de ses déchets.

Elle est certifiée ISO 14 0001.

Le futur bâtiment est implanté de manière à ce que le secteur logistique soit le plus proche de l'Entreprise Europhane. Les chambres et espaces de vie des patients et résidents sont orientés vers les espaces verts et en retrait par rapport à la route départementale.

Les autres entreprises sont implantées dans la ZAC de la Marguerite, à une distance d'au moins 1 km. Il s'agit d'entreprises et professionnels variés : carrosserie automobile, camions à déchets, déchetterie, matériel de nettoyage industriel, apiculteur, paysagiste, brocanteur, la caserne du Service Départemental d'Incendie et de Secours, des associations artistiques et humanitaires, un ESAT (travailleurs en situation de handicap, ayant des activités de conditionnement alimentaire, colisage, câblage, entretien d'espaces verts, nettoyage de locaux).

Ces entreprises sont éloignées des terrains choisis pour le projet. La gêne identifiée concerne surtout le passage de véhicules générés par ces activités, sur la route départementale qui longe le site.

Le quartier est aussi une zone d'habitat mixte, composée de maisons individuelles et de petits immeubles d'habitat collectif, de jardins ouvriers, d'espaces verts, de champs.

Après consultation des services de la Ville des Andelys, ceux-ci n'ont enregistré aucune réclamation portant sur d'éventuelles nuisances générées par l'entreprise Europhane ou celles de la Z.A.C. de la Marguerite, de la part des habitants résidant dans les pavillons situés en face de cette entreprise, ou dans le petit immeuble collectif localisé à proximité.

Concernant le bruit produit par la circulation sur la route départementale, cette donnée a été prise en compte dans le projet. Les façades du bâtiment sont positionnées en retrait, à une distance de 60 mètres de la route (la norme fixe un minimum de 30 mètres) : (annexe 1 : extrait du DCE, page 11 de la Notice acoustique).



### 3. Objectifs acoustiques

#### 3.1. Isolement vis-à-vis de l'extérieur

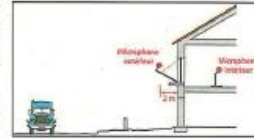
##### 3.1.1. Principe

La valeur de l'isolement acoustique standardisé pondéré vis-à-vis des bruits des infrastructures terrestres,  $D_{nT,A,H}$  en dB, des locaux de réception du projet, est définie aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996 modifié par l'arrêté du 23 juillet 2013 relatif au classement sonore des infrastructures de transports terrestres.

Pour tous les locaux, la durée de réverbération de référence  $T_0$  au sens de la norme NF S 31-057 sera de 0,5 seconde, sauf exceptions signalées.

Les objectifs d'isolement vis-à-vis de l'extérieur dépendent :

- de la catégorie des voies classées ;
- de la distance entre la façade du bâtiment et le bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- de l'orientation de la façade considérée par rapport à l'infrastructure (effet de masque).



##### 3.1.2. Identification des infrastructures

La voie de la route de Paix (D1) de catégorie 4 d'infrastructure routière est répertoriée dans l'environnement du projet. Celle-ci n'impacte pas les façades elle est située à plus de 30 mètres de l'établissement.



Figure 2 : Voie classée catégorie 4 (D1 : Jaune) dans l'environnement du projet

Le projet n'est pas situé dans une zone de servitude d'aéroport.

De plus, l'aire de livraison du projet ne donne pas sur des chambres.

### L'argumentation convient au commissaire enquêteur

3° En page 30/50 de la demande LEMA, rubrique 6.2.1.2 « Mesures compensatoires - Aspect qualitatif du rejet » : « ...des mesures compensatoires sont prévues afin de limiter l'incidence de la pollution sur le milieu naturel... ».

Rappeler leur nature ou, a minima, mentionner les paragraphes du dossier détaillant déjà ces mesures si tel est le cas.

#### Réponse du maître-d'ouvrage

- Durant le chantier :
  - o Etancher les zones de stockage (déchets, produits potentiellement polluants) et récupérer les eaux de ruissellement et autres effluents polluants. Prévoir des systèmes de rétention et de décantation pour leur traitement (huiles de décoffrage, eaux de lavage des centrales à béton, adjuvants de béton, eaux de ruissellement polluées, etc.).
  - o Des bacs de rétention seront mis en place pour le stockage de liquides polluants.
  - o Un bac de décantation et un déshuileur pour l'aire de lavage des engins sera installé.
- Pour l'exploitation du bâtiment :
  - o Séparateur à graisse pour les effluents de la cuisine
  - o Séparateur à hydrocarbures pour l'aire de dépotage de la cuve à fioul
  - o Collecte de eaux de voiries via des noues (favorisant la filtration et la phytoremédiation)
  - o Projet très riche en plantations.

### Commissaire enquêteur : dont acte



4° L'Agence Abrotec Normandie a produit une étude géotechnique préalable le 16 février 2017 « ...portant sur les parcelles **ZD151, ZD152, ZD162 et AN209** (page 4) pour un projet de construction d'un ensemble de bâtiment d'environ 8 000m<sup>2</sup> sur deux ou trois niveaux (page 6)... ». En page 25 de ce document, il est également précisé, entre autres : « ...des modifications dans l'implantation, la conception ou l'importance de la construction ainsi que que dans les hypothèses prises en compte et en particulier dans les indications de la partie -Présentation- du présent rapport peuvent conduire à des remises en cause des prescriptions. Une nouvelle mission devra alors être confiée à Abrotec afin de réadapter des conclusions ou de valider par écrit le nouveau projet... ». Les résultats de l'étude sont repris synthétiquement en page 20 du dossier présenté à l'enquête publique.

- confirmer que la superficie de l'ensemble du bâtiment projeté correspond toujours à la surface évaluée, sur une friche industrielle de 2,7 ha ;
- le maître-d'ouvrage ayant récemment acquis les parcelles **AN205, 208, 209, 218, 219** et ZD151, 152, 162, préciser comment s'est effectuée la prise en compte des éléments divergents au regard de l'étude géotechnique/dossier mis à EP et des prescriptions induites.

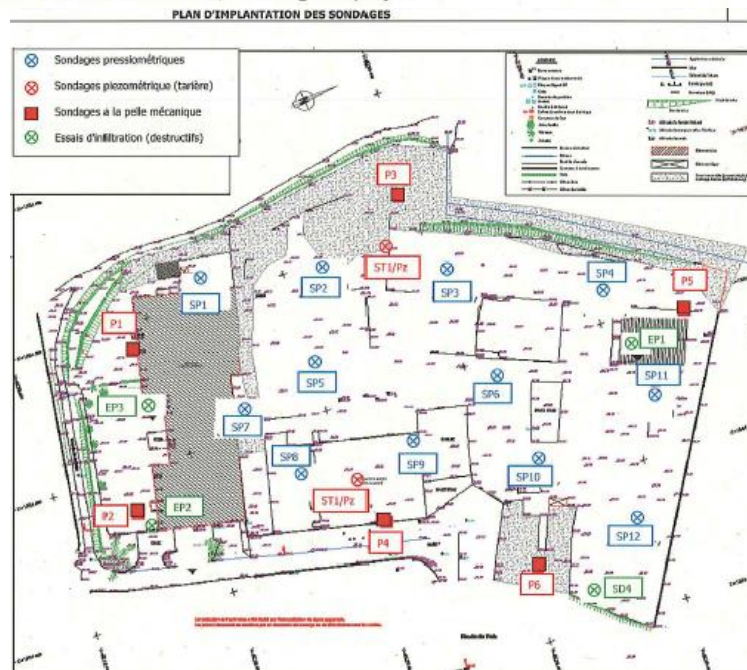
#### **Réponse du maître-d'ouvrage**



Une étude complémentaire, dite G1 phases ES et PGC, et G2 phase AVP, a été conduite par la société SEMOFI, en septembre 2018. Celle-ci avait pour objectifs notamment :

- préciser et actualiser le contexte géotechnique, le modèle géologique et les principales caractéristiques géotechniques des couches de sol,
- affiner, en fonction de l'ouvrage projeté, les risques géotechniques et proposer des mesures adaptées.

Le plan ci-contre (annexe 2) permet de visualiser les points étudiés, qui se répartissent sur l'ensemble du terrain du projet.

Les résultats de cette étude ont été pris en compte dans le projet d'aménagement, et communiqués au Bureau de contrôle SOCOTEC, en charge du projet.



		MISSION ARCHEOLOGIQUE DEPARTEMENTALE DE L'EURE OPERATION MADE n° 231 PROCES-VERBAL DE FIN D'INTERVENTION SUITE A UNE OPERATION D'ARCHEOLOGIQUE PREVENTIVE		Monsieur ou Madame (prénom, nom) : <u>Mme M. CARDALIAGUET, Directrice</u> Représentant l'aménageur (nom) : <u>Centre Hospitalier Saint-Jacques Les Andelys</u> Renonce à engager la responsabilité du Département de l'Eure devant la juridiction compétente en raison de la réalisation des opérations décrites ci-dessus sur le terrain concerné par l'intervention prescrite, référencée comme suit : Arrêté de prescription n°28-2018-474 Opération MADE n° 231. En conséquence, ceci vaut renonciation à toute réclamation et à toute action relative aux opérations faisant l'objet du présent procès-verbal. Ce procès-verbal a été établi en deux exemplaires, contradictoirement, et accepté par les parties, Le 05/02/2020	
Commune : Les Andelys Adresse et/ou Lieu-dit : route de Paix Aménageur : Centre hospitalier Saint Jacques Propriétaire (si différent aménageur) :		Arrêté de prescription : 28-2018-474 Références cadastrales : AN 205, 208, 209, 218, 219 et ZD 151, 152, 162 Surface : 26 977 m <sup>2</sup>		DATE : 05/02/2020	
Opération : Diagnostic <input checked="" type="checkbox"/> Fouille <input type="checkbox"/> Date de début de la phase terrain : 27/01/2020 Date de fin phase terrain (rebouchage inclus) : 04/02/2020					
ETAT DES LIEUX EN FIN D'OPERATION					
Avis AMENAGEUR <input type="checkbox"/> Rebouchage non effectué <input checked="" type="checkbox"/> Rebouchage satisfaisant <input type="checkbox"/> Rebouchage insatisfaisant (préciser ci-dessous) <input type="checkbox"/> autre remarque (préciser ci-dessous) Remarque (s) :		Avis MISSION ARCHEOLOGIQUE <input type="checkbox"/> Rebouchage non effectué <input type="checkbox"/> Rebouchage satisfaisant <input type="checkbox"/> Rebouchage insatisfaisant (préciser ci-dessous) <input type="checkbox"/> autre remarque (préciser ci-dessous) Remarque (s) :			
		Pour l'aménageur, <u>Lu et approuvé</u> Nom, prénom : <u>CARDALIAGUET M. M.</u> Qualité : <u>Directrice</u>  La Directrice, M. CARDALIAGUET		Pour la Mission archéologique départementale de l'Eure, Nom, prénom : Qualité : Archéologue, responsable d'opération Signature : Pour le Président du conseil général de l'Eure, par délégation, le Responsable de la Mission archéologique départementale de l'Eure, Olivier BRUN	
		Signature précédée de la mention "lu et approuvé"		Signature précédée de la mention "lu et approuvé" :	

Pour mémoire, on rappellera :

### 3.3 PPA, Collectivité

- ☐ **Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Normandie/SECLAD** : arrêté préfectoral régional de non-évaluation environnementale du projet en date du 10 juillet 2018.
- ☐ **Direction départementale des territoires et de la mer** : « dossier jugé -complet et régulier- l'enquête publique pouvant être lancée », en date du 10 décembre 2019.
- ☐ **Agence régionale de santé** : avis favorable en date 5 décembre 2019 (souhait d'être rendue destinataire de l'étude pollutions).
- ☐ **Direction régionale des affaires culturelles** : AP du 1<sup>er</sup> avril 2019 et Convention du 21 octobre 2019. Procès-verbal de fin de chantier des fouilles non connu du commissaire enquêteur.
- ☐ **Délibération municipale de la commune des Andelys** (art. 6 de l'AP) : la commune a déclaré « ne pas avoir programmé de Conseil municipal du 1<sup>er</sup> janvier à début avril 2020 ».

Conformément à l'**art. 8** de l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête publique, je remets :

- le Rapport et les conclusions motivées, ainsi que le registre d'enquête, à M. le Préfet de l'Eure,
- une copie du Rapport et des conclusions motivées à Mme la Présidente du Tribunal administratif de ROUEN.

A GRAVIGNY, le 05 mars 2020

Le commissaire enquêteur  
**M. Bernard Poquet**

